

Pendant la période du préavis, l'intéressé sera autorisé à s'absenter pour rechercher un emploi :

Pendant vingt heures non rémunérées dans le cas où la rupture du contrat de travail est le fait de l'intéressé ;

Pendant vingt heures lorsque l'intéressé aura droit à un préavis de deux semaines dans le cas où la rupture du contrat de travail est le fait de l'employeur, ou pendant cinquante heures par mois si la durée du délai-congé est au moins égale à un mois. Ces heures ne donnent pas lieu à réduction de rémunération.

A défaut d'accord entre l'intéressé et son employeur, les heures pour recherche d'emploi se répartissent sur les journées de travail à raison de deux heures par jour fixées alternativement un jour au gré de l'intéressé, un jour au gré de l'employeur.

Dans la mesure où ses recherches le postulent, l'intéressé pourra, en accord avec son employeur, bloquer tout ou partie de ces heures avant l'expiration du délai de prévenance.

L'intéressé qui a trouvé un emploi ne peut se prévaloir des dispositions précédentes à partir du moment où il a trouvé cet emploi.

Les heures qui n'auront pas été utilisées n'entraîneront pas le versement d'une indemnité compensatrice, sauf accord préalable de l'employeur.

AVENANT N° 4 DU 2 OCTOBRE 1979 (1)
MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DES INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES DU DÉPARTEMENT DE L'ORNE

Rémunérations minimales hiérarchiques.

Entre la chambre syndicale des industries métallurgiques, mécaniques et connexes du département de l'Orne

D'une part, et

Le syndicat départemental de la métallurgie C.G.C. ;
L'union départementale des syndicats C.F.T.C. ;
L'union départementale des syndicats C.F.D.T. ;
L'union départementale des syndicats C.G.T.-F.O.,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. — La valeur de point applicable aux coefficients définis par l'accord national du 21 juillet 1975 sur la classification, pour déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques, est fixée comme suit, à compter du 1^{er} octobre 1979 : 14,30 F.

Art. 2. — Les rémunérations minimales hiérarchiques résultant de cette valeur de point sont annexées au présent accord (annexe I).

Art. 3. — Les parties signataires du présent avenant conviennent de demander son extension, en application des dispositions du chapitre III du titre III du livre 1^{er} du code du travail.

Fait à Alençon, le 2 octobre 1979.

(Suivent les signatures.)

(1) Voir réserve figurant dans l'arrêté.

ANNEXE

RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} OCTOBRE 1979

Valeur du point : 14,30 F.

NIVEAUX et échelons.	COEFFI- CIENTS	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens.	AGENTS de maîtrise.
		Francs.	Francs.	Francs.
Niveau I :				
1 ^{er} échelon.	140	O. 1 2 002	2 002	
2 ^e échelon.	145	O. 2 2 073,50	2 073,50	
3 ^e échelon.	155	O. 3 2 216,50	2 216,50	
Niveau II :				
1 ^{er} échelon.	170	P. 1 2 431	2 431	
2 ^e échelon.	180		2 574	
3 ^e échelon.	190	P. 2 2 717	2 717	
Niveau III :				
1 ^{er} échelon.	215	P. 3 3 074,50	3 074,50	A. M. 1 3 074,50
2 ^e échelon.	225		3 217,50	
3 ^e échelon.	240	T. A. 3 432	3 432	A. M. 2 3 432
Niveau IV :				
1 ^{er} échelon.	255		3 646,50	A. M. 3 3 646,50
2 ^e échelon.	270		3 861	
3 ^e échelon.	285		4 075,50	A. M. 4 4 075,50
Niveau V :				
1 ^{er} échelon.	305		4 361,50	A. M. 5 4 361,50
2 ^e échelon.	335		4 790,50	A. M. 6 4 790,50
3 ^e échelon.	365		5 219,50	A. M. 7 5 219,50

Conformément au dernier alinéa de l'article 8 de l'avenant relatif à certaines catégories de collaborateurs, les agents de maîtrise d'atelier bénéficient, à partir du 1^{er} octobre 1979, d'une majoration de 5 p. 100 de leurs rémunérations minimales hiérarchiques. Le barème à utiliser pour les agents de maîtrise d'atelier est donc le suivant :

NIVEAUX ET ÉCHELONS	AGENTS DE MAÎTRISE D'ATELIER	
Niveau III :		
1 ^{er} échelon	A. M. 1	3 228
3 ^e échelon	A. M. 2	3 604
Niveau IV :		
1 ^{er} échelon	A. M. 3	3 829
3 ^e échelon	A. M. 4	4 279
Niveau V :		
1 ^{er} échelon	A. M. 5	4 580
2 ^e échelon	A. M. 6	5 030
3 ^e échelon	A. M. 7	5 480

**MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DES LOISIRS**

Diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

PREMIÈRE LISTE DES DIPLOMES ET TITRES ASSIMILÉS A CE DIPLOME

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale et le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 79-500 du 28 juin 1979 portant création d'un diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation, notamment l'article 9 ;

Vu l'avis du conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports en date du 21 novembre 1979,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Le diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire (D.E.C.E.P.), 2^e partie, délivré avant le 29 juin 1979 par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs et le certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives (C.A.P.A.S.E.) délivré avant le 29 juin 1979 par les commissions régionales de la promotion socio-éducative sont assimilés au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

Art. 2. — Les diplômes et titres délivrés antérieurement à la date de publication du décret susvisé dont la liste suit sont assimilés au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation :

Diplôme d'animateur éducateur délivré de 1963 au 29 juin 1979 par l'institut national de formation professionnelle pour animateur de collectivités (Infac), 82, rue François-Rolland, 94130 Nogent-sur-Marne ;

Certificat d'aptitude aux fonctions d'animateur éducateur délivré de 1966 à 1976 par le centre de formation Les Amitiés sociales (anciennement 8, avenue Gros-Malhon, 35000 Rennes) et l'institut de formation aux carrières sociales, 2, avenue de Bois-Labbé, 35016 Rennes CEDEX ;

Certificat d'aptitude aux fonctions d'animateur éducateur délivré de 1977 au 29 juin 1979 par l'institut de formation aux carrières sociales, 2, avenue de Bois-Labbé, 35016 Rennes CEDEX ;

Certificat d'aptitude (option Secteur social) délivré de 1972 au 29 juin 1979 par l'institut d'éducation permanente Léo-Lagrange (anciennement 9, rue Cadet, 75009 Paris), 21, rue de Provence, 75009 Paris ;

Certificat d'animateur socio-culturel délivré de 1970 au 29 juin 1979 par l'école d'action sociale de la caisse nationale d'allocations familiales (secteur animateurs socio-culturels), 36, rue de Lisbonne, 75008 Paris ;

Certificat d'aptitude professionnelle et pédagogique à l'animation et au loisir délivré de 1964 au 29 juin 1979 par l'école d'animateurs de l'union française des centres de vacances et de loisirs, Fublaines, 77470 Trilport ;

Diplôme délivré de 1965 au 29 juin 1979 par l'institut supérieur de formation à l'animation et au loisir de l'union française des centres de vacances et de loisirs, Fublaines, 77470 Trilport ;

Diplôme délivré de 1972 au 29 juin 1979 par la fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale, 76, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris ;

Diplôme délivré de 1976 au 29 juin 1979 par l'école de formation des animateurs sociaux, 31, rue Patou, 59000 Lille ;

Diplôme délivré de 1976 au 29 juin 1979 par l'association régionale pour la formation au travail socio-éducatif en milieu adulte, résidence Benjamin-Delessert, 145, avenue Jean-Jaurès, 39007 Lyon.

Art. 3. — L'arrêté du 1^{er} juin 1977 fixant la liste des établissements dont les titres et les diplômes sont assimilés au diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative est abrogé.

Art. 4. — Le directeur de l'action sociale et le directeur de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 décembre 1979.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la jeunesse,
J.-L. LANGLAIS.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'action sociale,
A. RAMOFF.

MESURES TRANSITOIRES

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale et le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 79-500 du 28 juin 1979 portant création du diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation ;

Vu l'arrêté du 29 juin 1979 fixant le programme et les modalités de la formation préparatoire ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 1979 fixant la première liste des diplômes et titres qui sont assimilés au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation ;

Vu l'avis du conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports en date du 21 novembre 1979,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les candidats inscrits dans le cycle du certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives (C. A. P. A. S. E.) avant le 29 juin 1979 poursuivront leur formation selon les modalités de l'arrêté du 5 février 1970 instituant un certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives.

Au plus tard le 31 décembre 1980, avant s'ils le désirent, tous les candidats devront être intégrés dans la formation au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation (D. E. F. A.), selon les modalités ci-dessous définies :

a) Les candidats ayant satisfait aux épreuves du cycle d'ouverture du certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives seront dispensés du cycle d'ouverture du diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation ;

b) Les candidats titulaires d'unités de valeur du certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives pourront être crédités d'unités de formation du diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation, conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Pour chaque unité ainsi accordée, les bénéficiaires de cette disposition se verront dispensés du contrôle des connaissances prévu à l'article 9 de l'arrêté du 29 juin 1979 susvisé ;

c) Les candidats ayant obtenu les cinq unités de valeur de l'expérience pratique du certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives :

Savoir-faire du candidat ;

Connaissance de l'environnement ;

Effort de recherche et de documentation ;

Connaissance critique d'un équipement ;

Présentation d'un compte rendu écrit et détaillé de l'expérience pratique,

obtiennent l'équivalence du stage pratique du diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation ;

d) Les candidats qui auront obtenu les vingt-cinq unités de valeur du certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives avant le 31 décembre 1980 seront titulaires du diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

Les directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et des loisirs devront réunir les commissions régionales de la promotion socio-éducative (Corepse) avant le 31 mars 1980 afin d'établir un état du cursus de formation de chaque candidat au certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives et leur faire connaître leur situation par rapport au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

Art. 2. — A la date de publication du présent arrêté, les candidats déjà inscrits dans un cycle de formation conduisant à un des titres ou diplômes énumérés à l'article 2 de l'arrêté du 7 décembre 1979 susvisé ont la possibilité de poursuivre jusqu'au 31 décembre 1982 leur formation dans les établissements préparant à ces titres ou diplômes.

En cas de succès, les intéressés se verront décerner le diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

Art. 3. — Le directeur de l'action sociale et le directeur de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 décembre 1979.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la jeunesse,
J.-L. LANGLAIS.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'action sociale,
A. RAMOFF.

Tableau des équivalences : unités de valeur du C. A. P. A. S. E., unités de formation du D. E. F. A.

UNITÉS DE VALEUR DU C. A. P. A. S. E.	UNITÉS DE FORMATION DU D. E. F. A.				
	Administration, gestion, organisation.	Pédagogie, relations humaines.	Environnement social.	Première technique	Seconde technique ou approfondissement.
Expression écrite et orale.....	X	X		X	X
Psycho-pédagogie.....		X			
Vie des groupes.....		X			
Connaissance des milieux.....		X	X		
Etude des aspects d'une civilisation.....		X	X		
Initiation aux méthodes d'administration et de gestion.....	X				X
Moyens d'expression autres qu'écrite et orale.....				X	X
Initiation à l'économie.....	X		X		
Application de l'étude du milieu à une ville, etc.		X	X		
Activités sportives de loisirs et sports de plein air.				X	X
Aménagement de l'espace urbain et naturel.....			X		
Institutions nationales et internationales.....	X		X		
Unité de valeur libre.....	X	X	X	X	X
Unité de valeur libre.....	X	X	X	X	X
Contrôle des connaissances par un questionnaire.....	X				
Epreuve écrite culturelle à option.....		X		X	X
Entretien à partir d'un événement d'actualité.....			X		
Epreuve d'animation culturelle et socio-éducative.....		X		X	X

Quatre unités de valeur du C. A. P. A. S. E. sont nécessaires pour ouvrir droit à l'équivalence d'une unité de formation du D. E. F. A. Chaque unité de valeur du C. A. P. A. S. E. ne peut être prise en compte qu'une seule fois et après étude du programme réalisé.

La C. O. R. E. S. P. S. E. appréciera, en fonction du contenu du stage effectué par le candidat, pour quelle unité de formation du D. E. F. A. les deux unités libres du C. A. P. A. S. E. pourront être retenues.

L'équivalence concernant la cinquième unité de formation du D. E. F. A., « deuxième unité technique d'animation ou approfondissement de la première technique d'animation », ne pourra être accordée que si les quatre unités de valeur du C. A. P. A. S. E. présentent entre elles une cohérence qui permette la définition de l'unité de formation.